

N. 2002 — 2494 (2001 — 2090)

[2002/35844]

**6 JULI 2001. — Décret houdende nadere regeling van het recht om verzoekschriften
Bijzonder bij het Vlaams Parlement in te dienen. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 augustus 2001, op de blz. 26672, bij Artikel 6, moet gelezen worden : « Indien het verzoekschrift een klacht betreft... » i.p.v. « Indien het verzoekschrift een kracht betreft... »

—
TRADUCTION

F. 2002 — 2494 (2001 — 2090)

[2002/35844]

**6 JUILLET 2001. — Décret spécial relatif aux modalités du droit de présenter
des requêtes au Parlement flamand. — Erratum**

AU *Moniteur belge* du 3 août 2001, à la p. 26672, à l'article 6, il y a lieu de lire « Indien het verzoekschrift een klacht betreft... » au lieu de « indien het verzoekschrift een kracht betreft... »

N. 2002 — 2495 (2002 — 1638)

[C — 2002/35845]

1 MAART 2002. — Décret houdende de organisatie van het parlementair onderzoek. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 7 mei 2002, op blz. 19038, bij artikel 7, moet de eerste zin als volgt gelezen worden : « De onderzoeksmaatregelen die een beperking inhouden van de bewegingsvrijheid, de inbeslagneming van materiële goederen... »

—
TRADUCTION

F. 2002 — 2495 (2002 — 1638)

[C — 2002/35845]

1^{er} MARS 2002. — Décret portant organisation de l'enquête parlementaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 7 mai 2002, à la page 19038, à l'art. 7, il faut lire à la première phrase : « De onderzoeksmaatregelen die een beperking inhouden van de bewegingsvrijheid, de inbeslagneming van materiële goederen... »

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2002 — 2496

[C — 2002/29334]

**20 JUIN 2002. — Décret autorisant la R.T.B.F. à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958
relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et leurs
ayants droit (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « la loi » : la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

2° « la R.T.B.F. » : la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.);

3° « affiliation » : l'affiliation de la R.T.B.F. au régime de pensions institué par la loi.

Art. 2. La R.T.B.F. est autorisée à solliciter son affiliation.

Art. 3. § 1^{er}. La R.T.B.F. est autorisée à accorder à charge de son budget un complément de pension aux personnes qui, à la veille de l'affiliation, bénéficient effectivement d'un supplément accordé au titre de montant minimum garanti de pension en vertu du décret du 29 novembre 1993 relatif aux pensions de retraite allouées aux agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) ou en vertu du décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), dont le montant est supérieur à celui auquel elles peuvent prétendre à cette date en application des dispositions du Chapitre I^{er} du Titre V de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses.

Pour les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, les dispositions des décrets des 3 juillet 1986 et 29 novembre 1993 restent intégralement applicables aussi longtemps qu'elles produisent un résultat plus favorable que celles du Chapitre I^{er} du Titre V de la loi du 26 juin 1992 précitée. Toutefois, pendant cette période, l'application de ces décrets ne pourra à aucun moment procurer à l'intéressé un avantage d'un montant supérieur à celui dont il bénéficiait effectivement à la veille de l'affiliation.

En cas d'application de l'alinéa 2, les montants minima résultant de l'application des décrets des 3 juillet 1986 et 29 novembre 1993 continuent à être établis sur la base des taux, des barèmes et de l'indice-pivot en vigueur à la veille de l'affiliation.

§ 2. Le complément de pension visé au § 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant auquel le bénéficiaire visé au § 1^{er} peut prétendre en application des alinéas 2 et 3 de ce paragraphe et, d'autre part, le montant auquel il peut prétendre en application des dispositions du Chapitre 1^{er} du Titre V de la loi du 26 juin 1992 précitée.

Art. 4. § 1^{er}. Les pensions de retraite des anciens membres du personnel de la R.T.B.F. qui ont été mis à la retraite en vertu du décret du 30 septembre 1993 portant certaines dispositions en matière de pension de retraite des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), restent à charge de la R.T.B.F. tant que l'intéressé n'a pas atteint l'âge de 60 ans accomplis.

§ 2. La R.T.B.F. est autorisée à accorder à charge de son budget un complément de pension de retraite aux anciens membres du personnel mis à la retraite en vertu du décret du 30 septembre 1993 portant certaines dispositions en matière de pension de retraite des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) lorsqu'ils ont atteint l'âge de 60 ans.

L'alinéa 1^{er} est applicable tant aux anciens membres du personnel visés à cet alinéa qui ont atteint l'âge de 60 ans à la veille de l'affiliation qu'à ceux qui atteignent cet âge à partir de l'affiliation.

Pour les pensions en cours à la veille de l'affiliation, le complément visé à l'alinéa 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant de la pension de retraite auquel l'agent peut prétendre en application du décret du 30 septembre 1993 précité et, d'autre part, le montant que la pension de retraite accordée en vertu de ce décret aurait atteint s'il n'avait pas été tenu compte de la période visée à l'article 2, § 4, de ce décret.

Pour les pensions qui prennent cours à partir de l'affiliation, le complément visé à l'alinéa 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant de la pension de retraite auquel l'agent peut prétendre en application du décret du 30 septembre 1993 précité et, d'autre part, le montant de la pension de retraite auquel l'agent peut prétendre suite à l'affiliation.

§ 3. La R.T.B.F. est autorisée à accorder à charge de son budget un complément de pension de survie aux ayants droit des anciens membres du personnel qui ont été mis à la retraite en vertu du décret du 30 septembre 1993 portant certaines dispositions en matière de pension de retraite des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.).

Pour les pensions en cours à la veille de l'affiliation, le complément visé à l'alinéa 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant de pension de survie auquel l'ayant droit d'un agent visé à l'alinéa 1^{er} aurait pu prétendre en application du décret 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) et, d'autre part, le montant que la pension de survie accordée en vertu de ce décret aurait atteint s'il n'avait pas été tenu compte de la période visée à l'article 2, § 4, du décret du 30 septembre 1993 précité.

Pour les pensions qui prennent cours à partir de l'affiliation, le complément visé à l'alinéa 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant de pension de survie auquel l'ayant droit d'un agent visé à l'alinéa 1^{er} aurait pu prétendre en application de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions en tenant compte de la période visée à l'article 2, § 4, du décret du 30 septembre 1993 précité et le montant que la pension accordée en vertu de cette loi aurait atteint s'il n'avait pas été tenu compte de la période visée à l'article 2, § 4, de ce décret.

Art. 5. § 1^{er}. La R.T.B.F. est autorisée à accorder à charge de son budget un complément de pension aux membres de son personnel définitif qui sont mis à la retraite à partir de la date de l'affiliation après avoir été mis en disponibilité pour convenance personnelle précédant la mise à la retraite durant tout ou partie de la période comprise entre le 1^{er} juillet 1999 et le 1^{er} janvier 2002.

§ 2. Le complément de pension visé au § 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant de pension de retraite auquel le bénéficiaire visé au § 1^{er} aurait pu prétendre en application du décret du 29 novembre 1993 précité et, d'autre part, le montant de pension de retraite auquel il peut prétendre suite à l'affiliation.

Art. 6. § 1^{er}. La R.T.B.F. est autorisée à accorder à charge de son budget un complément de pension aux membres de son personnel définitif qui sont mis à la retraite à partir de la date de l'affiliation et qui en qualité de travailleur salarié ou indépendant ont presté au profit de la R.T.B.F. des services payés sans retenue de sécurité sociale mais qui ont été considérés comme emplois sous régime contractuel à prestations complètes en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades à la R.T.B.F.

§ 2. Le complément visé au § 1^{er} est égal à la différence entre, d'une part, le montant de pension de retraite auquel le bénéficiaire visé au § 1^{er} aurait pu prétendre en application du décret du 29 novembre 1993 précité et, d'autre part, le montant de pension de retraite auquel il peut prétendre suite à l'affiliation.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions visées aux articles 3, 4, 5 et 6, sont abrogés :

— Le décret du 3 juillet 1986 relatif aux pensions de survie allouées aux ayants droit des agents définitifs de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), modifié par les décrets des 18 mai 1992, 29 novembre 1993 et 27 décembre 1993;

— L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 novembre 1989 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret du 3 juillet 1986 précité;

— Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1990 fixant le mode de calcul du pécule de vacances des bénéficiaires d'une pension de survie à charge de la R.T.B.F.;

— Le décret du 18 mai 1992 créant un Fonds des pensions des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) et de leurs ayants droit;

— Le décret du 29 novembre 1993 relatif aux pensions de retraite allouées aux agents définitifs de la R.T.B.F.;

— Le décret du 17 mai 1999 portant certaines mesures relatives à la contribution des membres du personnel définitif de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) au paiement des pensions de survie.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi rendant applicable le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 au personnel de la R.T.B.F., à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets à la date à laquelle le présent décret aura été publié au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et de Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret n° 268-1. — Rapport n° 268-2.

Compte rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 18 juin 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2496

[C — 2002/29334]

20 JUNI 2002. — Decreet waarbij de « R.T.B.F. » de toestemming krijgt om deel te nemen aan het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden ;

2° « de R.T.B.F. » : de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) »;

3° « toetreding » : de toetreding van de « R.T.B.F. » tot het pensioenstelsel ingesteld door de wet.

Art. 2. De « R.T.B.F. » heeft de toestemming om haar toetreding aan te vragen.

Art. 3. § 1. De « R.T.B.F. » heeft de toelating om, ten laste van haar begroting, een aanvullend pensioen te verlenen aan de personen die, aan de vooravond van de toetreding, daadwerkelijk een aanvulling genieten verleend als gegarandeerd minimumpensioen krachtens het decreet van 29 november 1993 betreffende de rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » of krachtens het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » waarvan het bedrag hoger is dan hetgeen waarop zij op die dag aanspraak kunnen maken met toepassing van de bepalingen van Hoofdstuk I van Titel V van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.

Voor de in het eerste lid bedoelde personen blijven de bepalingen van de decreten van 3 juli 1986 en 29 november 1993 geheel van toepassing zolang zij een gunstiger resultaat voorleggen dan deze van Hoofdstuk I van Titel V van voormelde wet van 26 juni 1992. Tijdens deze periode kan de toepassing van deze decreten de betrokkene echter nooit een voordeel opleveren waarvan het bedrag hoger ligt dan datgene dat hij aan de vooravond van de toetreding daadwerkelijk genoot.

Ingeval het tweede lid toegepast wordt, blijven de minimumbedragen die voortvloeien uit de toepassing van de decreten van 3 juli 1986 en 29 november 1993 bekomen op grond van de percentages, de loonschalen en de spilindex die van kracht waren aan de vooravond van de toetreding.

§ 2. Het in § 1 bedoeld aanvullend pensioen is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag waarop de begunstigde bedoeld in § 1 aanspraak kan maken met toepassing van het tweede en derde lid van deze paragraaf en, anderzijds, het bedrag waarop hij aanspraak kan maken met toepassing van de bepalingen van Hoofdstuk I van Titel V van voormelde wet van 26 juni 1992.

Art. 4. § 1. De rustpensioenen van de voormalige personeelsleden van de « R.T.B.F. » die op rust werden gesteld krachtens het decreet van 30 september 1993 houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », blijven ten laste van de « R.T.B.F. » zolang de betrokkene de volle leeftijd van 60 jaar niet heeft bereikt.

§ 2. De « R.T.B.F. » krijgt de toelating om, ten laste van haar budget, een aanvullend rustpensioen te geven aan de voormalige personeelsleden die op rust zijn gesteld krachtens het decreet van 30 september 1993 houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » wanneer deze de leeftijd van 60 jaar hebben bereikt.

Het eerste lid is van toepassing zowel op de in dit lid bedoelde voormalige personeelsleden die de leeftijd van 60 jaar hebben bereikt aan de vooravond van de toetreding als op diegenen die vanaf de toetreding deze leeftijd bereiken.

Voor de lopende pensioenen aan de vooravond van de toetreding is de in het eerste lid bedoelde aanvulling gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop de ambtenaar aanspraak kan maken met toepassing van voormeld decreet van 30 september 1993 en, anderzijds, het bedrag dat het krachtens dit decreet toegekende rustpensioen had geweest indien geen rekening was gehouden met de periode bedoeld in artikel 2, § 4, van dit decreet.

Voor de pensioenen die aanvangen vanaf de toetreding is de in het eerste lid bedoelde aanvulling gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop de ambtenaar aanspraak kan maken met toepassing van voormeld decreet van 30 september 1993 en, anderzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop de ambtenaar aanspraak kan maken ingevolge de toetreding.

§ 3. De « R.T.B.F. » krijgt de toelating om, ten laste van haar budget, een aanvullend overlevingspensioen toe te staan aan de rechthebbenden van de voormalige personeelsleden die op rust werden gesteld krachtens het decreet van 30 september 1993 houdende sommige bepalingen in verband met de rustpensioenen van de ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) ».

Voor de lopende pensioenen aan de vooravond van de toetreding is de in het eerste lid bedoelde aanvulling gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag van het overlevingspensioen waarop de rechthebbende van een in het eerste lid bedoelde ambtenaar aanspraak had kunnen maken met toepassing van het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » en, anderzijds, het bedrag dat het krachtens dit decreet toegekend overlevingspensioen had geweest indien geen rekening werd gehouden met de periode bedoeld in artikel 2, § 4, van voormeld decreet van 30 september 1993.

Voor de pensioenen die aanvangen vanaf de toetreding is de in het eerste lid bedoelde aanvulling gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag van het overlevingspensioen waarop de rechthebbende van een in het eerste lid bedoelde ambtenaar aanspraak had kunnen maken met toepassing van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen rekening houdend met de periode bedoeld in artikel 2, § 4, van voormeld decreet van 30 september 1993 en het bedrag dat het krachtens deze wet toegekende overlevingspensioen had geweest indien er geen rekening gehouden werd met de in artikel 2, § 4, van dit decreet bedoelde periode.

Art. 5. § 1. De « R.T.B.F. » mag, ten laste van haar budget, een aanvullend pensioen verlenen aan de vastbenoemde personeelsleden die op rust zijn gesteld vanaf de toetredingsdatum nadat deze vóór de opruststelling ter beschikking werden gesteld om persoonlijke redenen gedurende de hele of gedeeltelijke periode begrepen tussen 1 juli 1999 en 1 januari 2002.

§ 2. Het in § 1 bedoeld aanvullend pensioen is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop de in § 1 bedoelde begunstigde aanspraak had kunnen maken met toepassing van voormeld decreet van 29 november 1993 en, anderzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop hij aanspraak kan maken ingevolge de toetreding.

Art. 6. § 1. De « R.T.B.F. » mag, ten laste van haar budget, een aanvullend pensioen toekennen aan de vastbenoemde personeelsleden die vanaf de datum van de toetreding op rust worden gesteld en die als bezoldigd werknemer of zelfstandig werknemer betaalde diensten gespresteerd hebben ten voordele van de R.T.B.F. » waarop geen sociale zekerheidsbijdragen werden afgehouden, maar die werden beschouwd als contractuele betrekkingen met volledige dagtaak krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 april 1979 betreffende de werving voor sommige graden bij de « R.T.B.F. »

§ 2. De in § 1 bedoelde aanvulling is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop de in § 1 bedoelde begunstigde aanspraak had kunnen maken met toepassing van voormeld decreet van 29 november 1993 en, anderzijds, het bedrag van het rustpensioen waarop hij aanspraak kan maken ingevolge de toetreding.

Art. 7. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikelen 3, 4, 5 en 6, worden opgegeven :

— het decreet van 3 juli 1986 betreffende de overlevingspensioenen toegekend aan de rechthebbenden van de vast benoemde ambtenaren van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », gewijzigd door de decreten van 18 mei 1992, 29 november 1993 en 27 december 1993;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 november 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van sommige bepalingen van voormeld decreet van 3 juli 1986;

— het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 1990 tot bepaling van de wijze van berekening van het vakantiegeld van de personen die recht hebben op een overlevingspensioen ten laste van de « R.T.B.F. »;

— het decreet van 18 mei 1992 tot oprichting van een Fonds voor de pensioenen van de vast benoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » en hun rechthebbenden;

— het decreet van 29 november 1993 betreffende de rustpensioenen toegekend aan de ambtenaren van de « R.T.B.F. »;

— het decreet van 17 mei 1999 houdende diverse maatregelen betreffende de bijdrage van de vastbenoemde personeelsleden van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) » in de betaling van de overlevingspensioenen.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op de dag van de inwerkingtreding van de wet die het pensioenstelsel, ingesteld door de wet van 28 april 1958, van toepassing maakt op het personeel van de « R.T.B.F. », met uitzondering van artikel 2 dat in voege treedt op de dag dat dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 20 juni 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet nr. 268-1. — Verslag nr. 268-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 2002.



F. 2002 — 2497

[C — 2002/29335]

20 JUIN 2002. — Décret modifiant le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française en ce qui concerne la représentation des sexes au sein des fédérations et associations sportives reconnues (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est ajouté aux articles 15, 6^o; 37, 4^o; 42, 3^o; 46, 3^o; et 89, du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, un paragraphe rédigé comme suit :

« Au sein de l'organe de gestion, il ne peut avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe. »

Art. 2. Le Gouvernement peut dispenser certaines fédérations ou associations sportives de l'application de la disposition nouvelle visée à l'article 1^{er}, dans le cas où elles se trouveraient dans une situation particulière la rendant impossible ou problématique.

Art. 3. A titre transitoire, les fédérations et associations sportives reconnues qui appliquent les dispositions de l'article 1^{er} au 1^{er} janvier d'une année, bénéficient d'une augmentation de 10 % du montant de la partie forfaitaire de la subvention de fonctionnement, prévue à l'article 49 du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française.

Art. 4. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET